



UNION EUROPÉENNE



**RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTÉ**

# Feuille de route régionale pour la GPECT

(Gestion prévisionnelle des Emplois et Compétences territoriale)

2022-2027

Présentation.....	1
<b>La GPECT : une réponse pour des territoires de Bourgogne-Franche-Comté impactés par la crise .....</b>	<b>2</b>
● La Bourgogne-Franche-Comté: une région inégalement touchée par la crise .....	2
● La GPECT : un accompagnement des territoires en mutations .....	2
<b>La GPECT : une définition.....</b>	<b>3</b>
● Qu'est-ce qui n'est pas une GPECT ?.....	4
<b>La GPECT au cœur des volontés politiques .....</b>	<b>4</b>
<b>La dynamique locale au cœur de la démarche de GPECT.....</b>	<b>5</b>
● Un rôle d'émergence des projets.....	5
● Un rôle d'animation par un porteur unique .....	5
● Un rôle d'orientation stratégique via la gouvernance territoriale.....	5
● Un rôle de suivi et d'évaluation des actions mises en œuvre dans le cadre de la GPECT .....	6
● Un rôle de pérennisation de la dynamique initiée.....	6
<b>Le niveau régional comme accompagnateur des démarches territoriales.....</b>	<b>6</b>
● Un rôle d'appui en ressources.....	6
● Un rôle d'animation régionale .....	6
● Un rôle prospectif pour renforcer les politiques mobilisées .....	7
<b>Mise en œuvre opérationnelle de la feuille de route.....</b>	<b>7</b>
● Présentation du projet par le porteur de projet.....	7
● Financement.....	8

**L**a promotion et le développement des démarches de GPECT se trouvent au cœur des grandes orientations visant le maintien dans l'emploi des actifs de la région Bourgogne-Franche-Comté, y compris les plus fragilisés.

La GPECT répond ainsi aux enjeux

- de sécurisation des parcours professionnels,
- de recrutement des compétences nécessaires à la performance des entreprises,
- d'attractivité des territoires qui accueillent ces actifs et ces entreprises,
- d'accompagnements des mobilités professionnelles et géographiques contribuant ainsi à développer les compétences ou l'emploi sur les territoires.

Depuis plusieurs années, des démarches GPECT sont menées à différents endroits du territoire régional. Ces démarches revêtent de multiples formes, allant de l'accompagnement en ressources humaines à un projet de développement économique très localisé, à l'appui au recrutement pour une filière sur tout un département jusqu'au travail sur la résilience d'un territoire suite à un choc économique.

Les projets menés ont mis en exergue la capacité d'innovation des acteurs, d'expérimentation pour une meilleure territorialisation des réponses aux enjeux locaux. Cependant ces projets issus d'une volonté locale sont parfois confrontés à la difficulté d'identifier les organismes financeurs et les modalités de potentiels soutiens techniques. Fort de ce constat, les pouvoirs publics au niveau régional se positionnent comme un point d'ancrage des projets de GPECT du territoire de Bourgogne-Franche-Comté et un maillon à solliciter pour validation, démarche nécessaire en amont de toute demande de soutien.

L'État et la Région se sont concertés afin de mieux accompagner ces projets sur les territoires, à travers des actions de sensibilisation, de promotion et de soutien de ces démarches et d'optimiser l'efficacité de l'action publique par une mise en synergie de leurs moyens respectifs.

Cette feuille de route propose ainsi une clarification de la démarche GPECT, elle peut être un guide pour les porteurs et détermine la position des pouvoirs publics au niveau régional, moteur d'une coordination optimale. Elle définit le cadrage commun que se sont donnés les trois partenaires pour la mise en œuvre de cette synergie.

## **La GPECT : une réponse pour des territoires de Bourgogne-Franche-Comté impactés par la crise**

### **• *La Bourgogne-Franche-Comté<sup>1</sup> : une région inégalement touchée par la crise***

La Bourgogne-Franche-Comté représente 4% de l'économie et de la démographie nationales. Région de tradition industrielle et agricole, sa croissance se voit ralentie depuis les années 2000. À l'instar de l'ensemble du territoire national, population et emploi sont répartis de façon inégale dans la région :

- Sur l'axe Rhin-Rhône de Chalon-sur-Saône à Belfort, le maillage urbain est multipolaire, resserré et favorise l'interdépendance des territoires et des échanges.
- Sur le reste du territoire, le maillage urbain est plus relâché avec seulement quelques grands pôles d'emploi comme Sens, Auxerre, Nevers ou Mâcon.
- La partie Est de la région présente un profil spécifique du fait de l'attractivité de la Suisse.
- Une grande partie de la partie Ouest de la région est très peu densément peuplée et donc de fait confrontée aux enjeux liés à "l'hyper-ruralité" que sont l'enclavement géographique, le vieillissement de la population, les faibles ressources financières et le manque d'équipements ou de services.

À l'issue du 1<sup>er</sup> confinement, l'activité économique est repartie dans la région comme en France, ce qui s'est notamment traduit par des créations d'emploi au troisième trimestre 2020. La mise en place d'un deuxième confinement fin octobre a freiné la reprise de l'activité mais ne l'a pas fortement pénalisé comme au premier confinement. L'emploi salarié s'est d'ailleurs maintenu dans la région au 4<sup>e</sup> trimestre pour repartir à la hausse sur les 3 premiers mois de l'année 2021.

Toutefois, certains secteurs rencontrent des difficultés qui commencent à peser sur l'activité et l'emploi. En particulier, dans la fabrication de matériels de transport, l'emploi permanent enregistre sa plus forte baisse depuis dix ans et l'emploi intérimaire s'est également replié. Ce début 2021, de fortes tensions sur les approvisionnements avec des délais rallongés de livraison et la pénurie de certains composants entraînent des hausses de prix et freinent l'activité dans l'industrie et la construction.

La GPECT, peut apporter une réponse à ces situations aussi diverses à l'échelle des territoires infra régionaux en mettant en place des outils qui pourront être pérennisés destinés à faire face à des temps longs avec effets à moyen terme.

### **• *La GPECT : un accompagnement des territoires en mutations***

Les territoires de Bourgogne-Franche-Comté n'ont pas échappé à la crise qui a fait suite à la crise sanitaire. Les mutations économiques et sociales qui en découlent, qu'elles soient positives – avec le développement de nouveaux modes de fonctionnement – ou négatives – avec la fermeture d'établissements structurants pour un territoire – se sont accélérées et ont impacté avec plus ou moins de force l'ensemble des territoires. Ces mutations doivent être perçues comme un levier potentiel d'attractivité et de développement des territoires touchés. En effet, il est impératif qu'elles suscitent des réflexions collectives de la part de l'ensemble des acteurs de l'emploi et de la formation du territoire, en association avec les élus locaux, pour accompagner au mieux ces évolutions et les transformer en de véritables opportunités.

---

<sup>1</sup> Sources : SESE DREETS BFC et INSEE et *Insee Flash Bourgogne-Franche-Comté*, n°136, juillet 2021.

La finalité, en effet, sera de favoriser au mieux l'évolution en compétences des actifs afin d'éviter les ruptures dans leur vie professionnelle, de faciliter leur mobilité tout en répondant aux besoins de compétences des entreprises pour soutenir leur développement économique et renforcer l'attractivité des territoires de Bourgogne-Franche-Comté.

Pour trouver des réponses adaptées à ces mutations, il est nécessaire de les identifier et de les caractériser, voire de les anticiper, pour ensuite les accompagner au mieux via la mobilisation de tous les acteurs socio-économiques concernés au sein d'un véritable dialogue social territorial. Cette réactivité, la Région y a en partie répondu grâce aux outils que représentent les diagnostics territoriaux emploi et compétences qui ont identifié des enjeux, notamment en termes de main-d'œuvre, d'emploi, de compétences, d'attractivité de territoire mais aussi de filière, de mobilité. La GPECT se veut un outil de réponses pour garantir une adaptation la plus efficiente possible des territoires et de leurs actifs à ces changements souvent profonds.

*Dans un contexte de crise sanitaire et de crise économique les diagnostics territoriaux emploi et compétences réalisés par la Région au terme de l'année 2020, ont permis une actualisation simultanée et partagée sur l'ensemble des territoires des enjeux de compétences.*

*Ils contribuent ainsi à la réflexion et doivent insuffler la mise en œuvre de projets de GPECT par les acteurs locaux qui bénéficient désormais de données sur leur territoire pour chacun desquels les enjeux en termes d'emploi et de compétences ont été clairement identifiés.*

*Cet outil leur offre une vision sur :*

- *Les forces/faiblesses du bassin d'emploi, en termes d'emploi, de compétences et de formation et sur les implications de la crise sur l'activité, l'organisation du travail et la gestion des compétences.*
- *Les démarches pouvant être menées en soutien à l'emploi et aux compétences.*

## **La GPECT : une définition**

La GPECT est une démarche prévisionnelle coordonnée d'entreprises et d'acteurs locaux destinée à anticiper et à accompagner les mutations économiques d'un territoire. Elle permet de mieux accompagner les initiatives territoriales pour s'adapter aux réalités locales (et en particulier en zone rurale) et anticiper les besoins de compétences nécessaires au développement économique des territoires.

Elle contribue à renforcer son attractivité et son développement en valorisant les ressources humaines existantes, leur mise en adéquation avec les besoins territoriaux et leur adaptation aux évolutions à venir. Elle doit permettre d'appréhender collectivement les questions d'emploi et de compétences et de construire des solutions transversales répondant simultanément aux enjeux de tous les acteurs concernés : entreprises, actifs (occupés ou non), territoires.

La GPECT Territoriale s'entend donc comme une démarche globale menée sur un territoire par un **partenariat** contractuel organisé autour d'un véritable dialogue territorial partageant un diagnostic préalable à l'action, en réponse à des problématiques identifiées par les partenaires locaux.

Il s'agit en effet de considérer les territoires de la Région comme lieu ressources, de mobiliser les partenaires autour d'enjeux stratégiques avec lesquels il convient :

- d'engager un dialogue territorial de proximité qui concourt à la fois à la sécurisation des parcours professionnels et à la compétitivité des entreprises.



- d'anticiper les besoins en Ressources Humaines des entreprises afin de les conjuguer avec l'insertion des demandeurs d'emploi et la mobilité professionnelle des actifs locaux en favorisant les approches interprofessionnelles.
- d'innover pour construire des réponses adaptées aux problématiques locales identifiées : transitions et mobilités professionnelles, identification des compétences transférables, emploi à temps partagé...
- de s'inscrire en complémentarité de dispositifs existants ou/et de les intégrer dans les démarches pour les valoriser. Il convient de s'adosser aux dispositifs prévus par l'État, les partenaires sociaux, les conseils régionaux et l'Union européenne.

C'est l'ensemble de ces éléments qui permet de qualifier une démarche de GPECT.

#### ● *Qu'est-ce qui n'est pas une GPECT ?*

Il convient de ne pas se méprendre sur ce qui définit une GPECT.

La GPECT n'est pas une réponse à un problème conjoncturel. Le terme "prévisionnel" exige qu'à une simple gestion réactive soit substituée, initialement ou progressivement, une dimension prévisionnelle et si possible prospective. Elle n'a pas pour objet d'accompagner à chaud les restructurations mais consiste dans la mise en œuvre d'une action partenariale d'adaptation des dispositifs d'emploi-formation aux besoins existants et à venir d'un territoire et de ses acteurs.

La GPECT n'a pas pour objet l'organisation de formations. Elle peut participer en amont à la réflexion de leur construction et mise en place. La GPECT contribue, de fait, à la montée en compétences. Aussi, sans l'exclure, elle se différencie d'une simple animation locale de la thématique emploi-formation.

La dimension collective et partenariale est intimement liée à la notion de GPECT. Elle ne peut être une simple juxtaposition de réponses individuelles aux besoins exprimés par les entreprises d'un territoire.

La GPECT ne se résume pas à un seul diagnostic sur la situation de l'emploi et des compétences d'un territoire.

### **La GPECT au cœur des volontés politiques**

La promotion et le développement des démarches de GPECT améliorées ou innovantes, se trouvent au cœur des grandes orientations visant le maintien dans l'emploi des actifs en Bourgogne-Franche-Comté, y compris les plus fragilisés.

L'objectif est pour les pouvoirs publics de favoriser l'évolution des pratiques en matière d'accompagnement des entreprises et des publics demandeurs d'emploi et salariés par les acteurs locaux de l'emploi-formation. Les financements publics ont pour vocation d'initier, d'insuffler et d'accompagner des dynamiques locales de GPECT qui doivent ensuite s'inscrire dans la durée en faisant appel à d'autres financements. À l'instar des dispositifs d'accompagnement des mutations économiques, la GPECT territoriale associe une démarche de **long terme** en fonction des besoins anticipés du territoire, et de la mise en œuvre d'actions.

La GPECT doit répondre au mieux au triple enjeu de sécurisation des parcours de l'ensemble des actifs, de développement des compétences au sein des entreprises et de dynamique économique des territoires. Il est à noter qu'un regard particulièrement attentif sera apporté aux démarches s'appuyant sur la notion de compétences transversales qui contribue à la sécurisation des mobilités professionnelles.

L'inscription de l'action conjointe de l'État et de la région dans le Contrat de plan 2021-2027 renforce la synergie de leurs moyens sur le long terme et les articule avec ceux prévus par le programme opérationnel du FSE 2021-2027 dont l'objectif est également de contribuer au maintien et au développement des emplois et des compétences dans les territoires.

En 2021, l'État et la Région poursuivent la mise en œuvre coordonnée et le suivi du pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC) Bourgogne-Franche-Comté 2019-2022, tout en déployant le "plan d'accélération d'investissement régional - plan de relance PRIC Jeunes". Dans ce cadre, la Région renforce notamment son soutien aux démarches de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriales (GPECT) ainsi que son soutien à l'innovation territoriale.

## La dynamique locale au cœur de la démarche de GPECT

### ● *Un rôle d'émergence des projets*

La dynamique locale de GPECT s'exprime généralement à l'échelon infra-départemental, autour d'un bassin d'emploi. Placés au plus près des besoins du territoire, les représentants des trois sphères impliquées dans les projets de GPECT, à savoir, les entreprises, les acteurs socio-économiques ainsi que les acteurs institutionnels territoriaux sont les mieux à même de repérer et de faire émerger les opportunités de développement d'une action de GPECT et d'en assurer la maîtrise d'ouvrage.

### ● *Un rôle d'animation par un porteur unique*

Pour que l'action de GPECT gagne en cohérence, un **porteur fédérateur est désigné** par les acteurs locaux, afin d'animer le partenariat, sans pour autant se substituer à ceux-ci. Il est le chef d'orchestre du projet et conduit son action dans le cadre du mandat qui lui a été confié via une convention. Il peut être de nature différente d'un projet à un autre car il n'y a pas de statut dédié a priori. Il gagne sa légitimité par sa capacité à mobiliser tous les partenaires et à maîtriser les différentes dimensions de la gestion territoriale des ressources humaines.

### ● *Un rôle d'orientation stratégique via la gouvernance territoriale*

La gouvernance est constituée par les financeurs, le porteur de projet ainsi que par un premier cercle d'acteurs devant être ralliés dès le démarrage de la GPECT afin d'en garantir la pertinence. Aucune liste type n'est établie, mais des acteurs économiques du territoire mobilisant des entreprises ainsi que les institutionnels de l'emploi-formation semblent incontournables. Au-delà de ce premier cercle d'acteurs, la gouvernance peut, si besoin, associer d'autres partenaires plus ponctuels.

Elle oriente stratégiquement la démarche et la réoriente le cas échéant pour répondre au mieux aux besoins identifiés lors du diagnostic territorial mais également lors des diagnostics conduits en entreprise. La GPECT étant un processus itératif dont les actions se réajustent régulièrement, il revient à la gouvernance de la GPECT de l'adapter en permanence afin d'en **garantir l'efficacité et de la pérenniser**.

- ***Un rôle de suivi et d'évaluation des actions mises en œuvre dans le cadre de la GPECT***

Le niveau local identifie et met en place des **indicateurs de suivi et les renseigne au fur-et-à-mesure du déploiement de l'action**. Ces indicateurs servent à vérifier régulièrement la pertinence de la démarche à l'égard des objectifs fixés mais aussi à l'égard des besoins identifiés, qui peuvent eux aussi évoluer avec le temps.

En outre, il est également nécessaire de construire en amont de la démarche des indicateurs d'évaluation et de les renseigner régulièrement afin d'en faciliter l'évaluation globale. Cette évaluation participe au processus de légitimation de la démarche auprès des parties prenantes et des financeurs. Elle permet également d'envisager les suites à donner à la GPECT qui doit être pérennisée.

Le suivi et l'évaluation des actions se font dans le cadre d'un comité de pilotage qui doit valider les actions et évaluer leur suivi.

- ***Un rôle de pérennisation de la dynamique initiée***

Il revient à la gouvernance locale d'identifier les moyens qui lui permettront de poursuivre la mobilisation de tous les acteurs locaux **au-delà de la durée des financements publics**. En effet, une GPECT s'inscrit dans un temps long et est à l'initiative d'une dynamique positive pour le territoire qu'il importe de maintenir pour offrir à ce dernier la possibilité de s'adapter aux mutations qu'il connaît. Les habitudes de travail étant prises, la culture commune nécessaire étant partagée, la connaissance du territoire et des outils de prospective étant développée, la réactivité est donc accrue et la capacité d'action renforcée.

## **Le niveau régional comme accompagnateur des démarches territoriales**

- ***Un rôle d'appui en ressources***

Le niveau régional (Région et DREETS) apporte des moyens complémentaires à l'échelon local pour la concrétisation des projets qui rentrent dans le cadre de la présente feuille de route, soit par la mobilisation de moyens financiers spécifiques à la GPECT, soit par la mobilisation de dispositifs de droit commun.

- ***Un rôle d'animation régionale***

Le niveau régional porte un rôle d'animation régionale de la GPECT. Il assure un suivi des démarches menées au niveau local, garantissant ainsi une vision d'ensemble de ce qui est mis en œuvre sur le territoire régional. Il assure par ailleurs un suivi de l'apport aux territoires des différents outils développés au niveau régional et un support pour les régimes d'aides.

Afin de susciter, promouvoir et renforcer les échanges de bonnes pratiques, l'animation territoriale se traduit par la mise en place d'ateliers ou de comités techniques, de séminaires GPECT favorisant l'échange des expériences mais aussi par un apport de connaissances pour accompagner les professionnels dans leurs choix méthodologiques.



Du fait de son positionnement quant à la mise en cohérence et à la coordination des différentes démarches, mais aussi compte-tenu de son rôle en matière d'animation et d'accompagnement des porteurs de démarches, l'appui régional joue un rôle dans l'échanges de pratiques.

Il s'agit de permettre l'échange d'expériences, autour de difficultés ou au contraire de réussites, entre les porteurs de démarches pour favoriser la mutualisation de bonnes pratiques.

- ***Un rôle prospectif pour renforcer les politiques mobilisées***

Au niveau de la gouvernance régionale, l'animation se concrétisera par la mise en place d'un Comité stratégique commun entre la DREETS, le FSE et la Région.

## **Mise en œuvre opérationnelle de la feuille de route**

- ***Présentation du projet par le porteur de projet***

**1° Le porteur de projet candidat**, s'il est déjà identifié, ou le maître d'ouvrage devra s'inscrire dans la définition et les étapes essentielles reprises dans cette feuille de route. Il présentera en amont de son projet un argumentaire qui devra démontrer la nécessité d'une GPECT en mettant en avant les problématiques en matière de ressources humaines du territoire. Ces éléments devront être présents dans le dossier de demande d'accompagnement pour entrer dans le cadre de la feuille de route.

Par ailleurs, l'État et la Région souhaitent que les projets présentent *a minima* :

- Une problématique faisant l'objet d'un consensus local autour d'un diagnostic partagé (opportunité et faisabilité).
- Le périmètre géographique, dont l'échelle pourra varier en fonction des problématiques Ressources Humaines identifiées.
- Une dimension collective dans l'analyse des problématiques identifiées, afin d'éviter l'écueil de la juxtaposition de démarches de GPEC d'entreprises sur un même territoire.
- Les modalités d'animation, de gouvernance du projet et les ressources affectées.
- Un porteur de la démarche clairement identifié au regard de sa légitimité sur le territoire.
- Les acteurs engagés ou à solliciter. Les acteurs représentant et impliquant les entreprises, les pouvoirs publics (Collectivités locales, les DDETS...), le public cible (Pôle emploi pour les demandeurs d'emploi, partenaires sociaux pour les salariés et les entreprises...) et les acteurs de l'emploi-formation au niveau local.
- Le rôle de sensibilisation, d'information et d'animation (montée en compétences des acteurs locaux parties prenantes) du porteur. Le rôle de garant de cette culture commune revient au porteur/animateur de la GPECT.

- Les moyens nécessaires à la concrétisation du projet.
- Les indicateurs envisagés pour évaluer les actions.

**2° De par son organisation l'État au niveau des départements procède, pour ce qui le concerne, à un 1<sup>er</sup> niveau d'analyse des projets par l'intermédiaire des Directions départementales de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS), présentes dans chaque département.**

**3° L'échelon régional procède à une instruction collégiale des projets (État, Région) par rapport aux critères d'éligibilité de la présente feuille de route. Ce travail d'instruction se fait, en lien étroit avec l'échelon local et, pour ce qui concerne l'État, avec les DDETS.**

À l'issue de ces différents échanges, il les inscrit le cas échéant dans le programme de réalisation du CPER.

● **Financement**

Les actions de GPECT suivies qui s'inscrivent dans cette feuille de route peuvent bénéficier de financements, dans le cadre du contrat de plan État-Région, de l'Union européenne issu du programme national FSE et, le cas échéant de financements propres à la Région Bourgogne-Franche-Comté.

Ces trois principaux financeurs interviennent en fonction des priorités des politiques publiques dont ils ont la charge. Ils mobilisent des ressources de droit commun ou des financements spécifiques au projet dans le respect des principes communautaires d'encadrement des aides publiques comme indiqué en annexe.

Ce financement accompagnera les projets pour une durée variable (de 1 à 3 ans), déterminée en fonction de l'ampleur du projet et des actions qu'il envisage.

Par ailleurs, des participations financières des acteurs locaux, notamment des intercommunalités présentes sur le territoire concerné, devront être envisagées et seront nécessaires à la pérennité des projets.

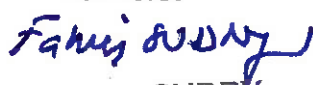
Les financements publics régionaux ont pour objectif d'initier la démarche de GPECT sur un territoire. Il est recherché la création d'une dynamique locale autour des actions de GPECT afin que cette démarche puisse s'inscrire dans le temps.

Signatures

23 FEV. 2022

Le.....

pour l'État  
Le Préfet

  
Fabien SUDRY

pour La Région  
La Présidente



## RÉGIME D'AIDES ENCADRANT CE FINANCEMENT

Les 5 critères cumulatifs pour qualifier une aide d'Etat:

- l'aide est allouée à **une entreprise**
- l'aide est **sélective**
- l'aide est d'**origine publique**
- l'aide fausse ou menace de fausser la concurrence
- l'aide affecte les échanges entre les États membres.

Qu'est-ce qu'une entreprise ?

- Définition donnée par l'annexe 1 du règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) : « toute entité **indépendamment de sa forme juridique** qui exerce une activité économique »,
- Activité économique : mise sur le marché de biens et services même sans but lucratif.
- Une notion extensive : sont concernées toutes les activités de nature économique c'est-à-dire toute activité rémunérée qu'elle ait un caractère économique, culturel, social ou autres (Décision n°89/441 du 21 décembre 1988 : définition de la notion d'activité économique).
- Le fait qu'une entité ne poursuit pas de but lucratif ne suffit pas à disqualifier la nature économique de l'activité.
- Les personnes publiques aussi.
- Deux types d'activités du champ économique :
  - les activités exclusivement sociales répondant à des exigences de solidarité nationale et dépourvues de tout but lucratif
  - les activités correspondant à l'exercice de l'autorité publique étatique

Le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis :

Contrôle et récupération :

Les financeurs contrôlent et vérifient en amont de l'octroi des aides (obligatoire) et sur le cumul des financements de minimis. Les aides accordées au titre de ce régime doivent être comptabilisées quel que soit le financeur et le montant en amont pour vérifier que le plafond de 200 000 euros sur 3 ans n'a pas été dépassé. Le de minimis ne se compte pas par opération ou par financeur mais dans son ensemble.

La Commission est habilitée à ordonner à l'État membre concerné la suspension et la récupération provisoire des aides dans l'attente de l'examen par cette dernière de la compatibilité de l'aide illégalement mise en œuvre.

**2 possibilités :**

1. Le règlement de minimis classique : 200 000 euros sur trois exercices fiscaux (aide accordée en année n - vérification des aides perçues sur n, n-1 et n-2).

Bénéficiaire : entreprise au sens de l'annexe 1 du RGEC. Le règlement de minimis ne prévoit pas de règles liées aux coûts admissibles. Une aide de minimis peut donc être octroyée sur tout type de coûts, sans qu'il soit nécessaire d'identifier les coûts admissibles à l'aide.

Les montants utilisés dans le calcul des aides doivent être des montants bruts, avant impôts ou autres prélèvements.

Formes des aides de minimis : subvention, prêt à taux réduit, exonération fiscale, garantie, prise de participation dans le capital...

S'il y a un dépassement du plafond ; la totalité de l'aide est illégale (et pas uniquement l'excédent).

Attention un certain nombre d'exonération fiscales pointent déjà sur le de minimis - par ex : Exonération d'impôt sur les bénéfices au titre des activités implantées dans ces zones, Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les immeubles rattachés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et le 31 décembre 2020 à un établissement remplissant les conditions pour bénéficier de l'exonération de cotisation foncière des entreprises (CFE) - Exonération de cotisation foncière des entreprises pour les créations et extensions d'établissements entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et le 31 décembre 2020 -.

2. Le règlement de minimis SIEG n°360/2012 : 500 000 euros sur trois exercices fiscaux dans le cadre d'une convention de mandat définissant les missions de service public confiées par la personne publique à un bénéficiaire.

Définition d'un SIEG : les services d'intérêt économique général (SIEG) sont des services de nature économique soumis à des obligations de service public dans le cadre d'une mission particulière d'intérêt général. Les SIEG recouvrent un large spectre d'activités : santé, logement social, entreprises déployant des réseaux (eau, assainissement...), culture... Les SIEG peuvent être fournis directement par des collectivités publiques en régie mais aussi par des entreprises, publiques ou privées, mandatées à cet effet.